

LES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871)

Créée en 1882 par les Communards de retour d'exil ou de déportation, l'association des *Amis de la Commune de Paris (1871)* est la plus ancienne organisation du mouvement ouvrier français. Elle a pour vocation de perpétuer les idéaux de la Commune et de faire connaître son œuvre prémonitoire : école laïque, séparation de l'Église et de l'État, interdiction du travail de nuit, émancipation des femmes, autogestion des entreprises...
Un idéal d'une actualité brûlante dans un monde inégalitaire et inhumain, dominé par le pouvoir de l'argent.

NOS ACTIVITÉS

Beaucoup d'idées fausses circulent sur la Commune de Paris. Elles sont le résultat d'une désinformation mise en place par ses détracteurs, dans le but de dénigrer les idéaux qu'elle défendait. Pour rétablir la vérité sur ce mouvement historique qui reste aujourd'hui d'une profonde actualité, l'association des Amis de la Commune de Paris (1871) réalise des expositions, des colloques, et des débats ; des rencontres dans les quartiers, les entreprises, et les établissements scolaires ; des visites de Paris et de lieux qui retracent le parcours des Communards ; des textes, des brochures et des ouvrages retraçant l'épopée de la Commune.

Pour organiser ces activités, l'association s'est structurée en commissions comme au temps de la Commune de Paris :

- La commission *Collectivités et Comités locaux* assure les relations de l'association avec les collectivités adhérentes. Elle gère aussi les contacts avec les autres comités situés en province ou à l'étranger ;
- La commission *Communication* informe le public sur les activités de l'association. Elle assure les relations avec les médias, édite un bulletin adressé aux adhérents, gère un site internet et réalise des affiches ou des dépliants ;
- La commission *Culture* organise des débats, des colloques, des expositions, et des visites des hauts lieux de la Commune de Paris.
- La commission *Fêtes et Manifestations* assure la présence de l'association dans divers congrès, fêtes ou manifestations. Elle organise également ses propres événements, notamment les cérémonies du 18 mars et du mur des Fédérés ;
- La commission *Finances* s'occupe de récolter des fonds pour financer les activités de l'association. Elle gère la collecte des cotisations, les souscriptions, les subventions et les parrainages ;
- La commission *Littérature* édite des ouvrages et des brochures sur l'actualité de la Commune ou sur son histoire. Elle s'occupe également de les diffuser auprès des adhérents ;
- La commission *Patrimoine* est chargée de faire l'inventaire du patrimoine de la Commune et de s'attacher à le sauvegarder.

Si vous souhaitez nous rejoindre dans notre démarche, prenez contact avec nous.

Permanences et renseignements
mardis et vendredis de 15 à 18 heures
au siège national de l'association :
46 rue des Cinq-Diamants, Paris 75013
Métro : Place d'Italie ou Corvisart
Tél : 01 45 81 60 54 · Fax : 01 45 81 47 91
site internet : www.commune1871.org
e-mail : amis@commune1871.org
cep : 667286 S Paris

● Une trentaine de collectivités (syndicats, comités d'entreprises, associations, etc...) regroupant plusieurs centaines d'adhérents, sont membres de l'association.

● Notre association est également présente à Marseille, Perpignan, Givors, Châtelleraut, Dieppe, ou encore au Luxembourg...

LA COMMUNE DE PARIS

L'IDÉE DÉMOCRATIQUE



En 1871, le peuple de Paris s'est emparé du pouvoir pour changer la société. Nourri par un idéal profondément démocratique, ce mouvement est aujourd'hui plus que jamais d'actualité dans notre monde où l'intolérance et les inégalités continuent de sévir.

« Liberté, Égalité, Fraternité » : à travers ces trois mots, hérités de la Révolution française et qu'arborent les façades de nos édifices publics, c'est une certaine conception de la société qui s'exprime. Dans divers domaines, la Commune a voulu donner vie à ses valeurs essentielles avec une remarquable modernité.

DÉMOCRATIE

La Commune était une démocratie au sens étymologique du terme (Demos - Kratos = Peuple - Pouvoir). Chaque citoyen avait le droit de s'exprimer et d'intervenir directement dans la vie publique.

DROITS DES TRAVAILLEURS

La Commune a pris des mesures contre l'exploitation des ouvriers, notamment en interdisant le travail de nuit. Elle a aussi encouragé les employés à faire fonctionner leur entreprise sans patron.

DROITS DES FEMMES

Sous la Commune, pour la première fois, des femmes se sont regroupées pour faire valoir leurs droits.

ÉCOLE LAÏQUE ET CULTURE POUR TOUS

La Commune a favorisé l'accès du peuple à la culture en ouvrant à tous les musées, les concerts, les théâtres et les bibliothèques. Elle a également initié le principe d'une école laïque et gratuite.

FRATERNITÉ AVEC LES ÉTRANGERS

Pour les communards, les étrangers qui vivaient en France étaient des citoyens comme les autres. Elle en a compté beaucoup dans ses rangs et certains ont même occupé des postes de dirigeants.



LE SENS DU MOT « COMMUNE »

De nos jours, le terme « commune » est synonyme de « municipalité ». Au Moyen Âge, il désigne une ville administrée par des citoyens affranchis du joug féodal. C'est à cette notion que la Commune de Paris de 1871 a fait référence.



Le dauphin Charles et Étienne Marcel.

Très présent dans l'Histoire de France, le concept de « commune » prend un relief particulier à Paris, ville traditionnellement fière, rebelle et parfois révolutionnaire. Au XIV^e siècle, le prévôt Étienne Marcel mène un mouvement de révolte qui conteste la mainmise du pouvoir royal sur la ville et réclame la participation des bourgeois aux affaires publiques. Quatre siècles plus tard, la Révolution française crée la première Commune de Paris dont vont s'inspirer les insurgés de 1871.



L'exécution des Maillots.
© Musée Carnavalet, Cliché Leyris

En 1381-1382, les Maillots — insurgés munis de maillets de plomb — ouvrent les prisons et exigent l'abolition des aides (taxes sur les ventes de marchandises).

L'ENCYCLOPÉDIE Définition du mot « commune »

« Signifie quelquefois le menu peuple d'une ville ou d'un bourg. C'est aussi une espèce de société que les habitants ou bourgeois d'un même lieu contractent entre eux par permission de leur seigneur. Ils forment alors tous ensemble un corps qui a le droit de s'assembler pour délibérer des affaires communes, se choisir les officiers qui vont gouverner et percevoir des revenus communs. Les seigneurs et surtout les ecclésiastiques connurent bien de l'ombrage de l'établissement des communes parce que leurs terres étaient désertées par le grand nombre de leurs sujets. La plupart des privilèges qui avaient été accordés aux communes leur ont été ôtés peu à peu par nos rois. »

Diderot

L'HÉRITAGE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La Révolution française avait institué trois valeurs essentielles : Liberté, Égalité, Fraternité. Jugeant ces valeurs bafouées par le pouvoir en place, la Commune de Paris de 1871 entreprend de leur redonner vie.



Le 5 octobre 1789, la marche des femmes sur Versailles.
© Musée Carnavalet, Cliché Legris

Nourrie de la Philosophie des Lumières, la Révolution française aspire à une société fondée sur l'égalité des citoyens. En cela, elle conteste le principe de la monarchie absolue qui repose sur le droit divin et accorde aux aristocrates des privilèges exorbitants. Après avoir renversé la royauté, elle lui substitue une légalité fondée sur la souveraineté populaire. Selon la Constitution de l'An II, l'insurrection est pour le peuple « le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

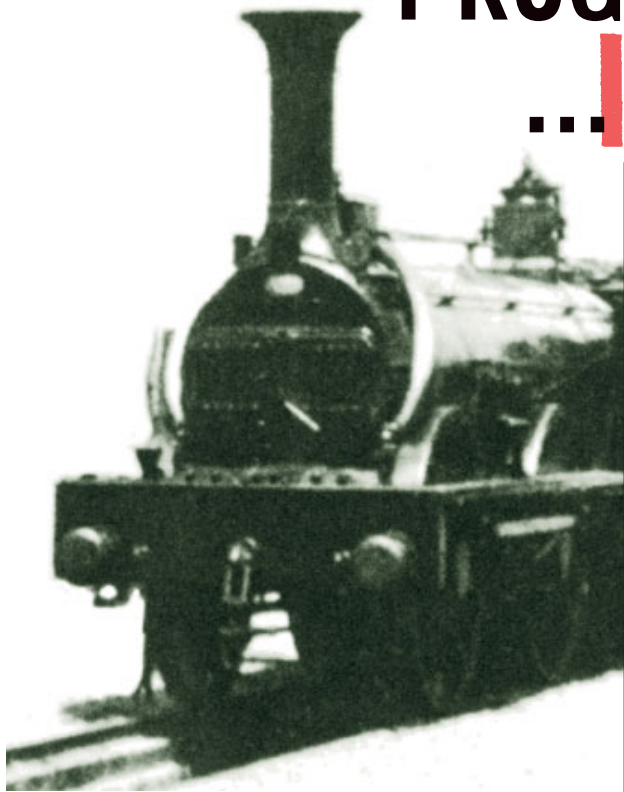
La première Commune de Paris apparaît le 21 mai 1790. Après le 10 août 1792, date de la prise des Tuileries et du renversement de la royauté, cette Commune légale coexiste avec une autre Commune d'inspiration plus révolutionnaire et de nature insurrectionnelle.

En 1871, le terme fédérateur de « Commune » abrite aussi des divergences : d'un côté les jacobins, attachés à un État fort, de l'autre les proudhoniens, courant minoritaire qui prône la décentralisation.



Siège et prise des Tuileries, le 10 août 1792.
© Musée Carnavalet, Cliché Legris

LE SECOND EMPIRE PROGRÈS ET ... INÉGALITÉS



Sous le règne de Napoléon III, la France connaît un développement économique, industriel et financier considérable. Mais cet essor s'accompagne d'une intense exploitation de la classe ouvrière qui aboutit logiquement à des mouvements sociaux.

Sous le Second Empire, la marche du progrès est irrésistible. On construit des locomotives et des navires à vapeur, Haussmann donne à Paris un nouveau visage et les industries sidérurgique et textile se développent grâce à l'émergence de nouvelles technologies. Le secteur tertiaire connaît également de grandes mutations avec la modernisation des techniques bancaires et la création des premiers grands magasins.



Naissance des grands magasins. Ici un étage du Printemps

La vie misérable des classes laborieuses contraste avec la prospérité des classes dirigeantes qui vivent dans un luxe arrogant. Aux Tuileries, Napoléon III donne régulièrement des fêtes fastueuses qui contribueront à provoquer l'exaspération des masses populaires.



La famille des banquiers Pereire

Au début des années 1860, la classe ouvrière s'organise, nourrie par les valeurs républicaines et les nouvelles idées socialistes. Des mouvements de revendication voient le jour et la solidarité s'exprime à travers diverses organisations : coopératives de production et de consommation, sociétés de crédit mutuel, chambres syndicales...



Intérieur ouvrier

Malgré l'hostilité du pouvoir, ces mouvements obtiennent en 1864 la suppression du délit de coalition et l'autorisation de la grève sous certaines conditions. Mais les syndicats restent interdits. En 1869, plusieurs grèves sont réprimées dans le sang par la police impériale.



Les houillères du Creusot : 10 000 ouvriers ; espérance de vie : 24 ans ; moyenne de travail : 12 heures par jour



Louis-Napoléon Bonaparte devenu l'empereur Napoléon III à la suite de son coup d'état de 1851

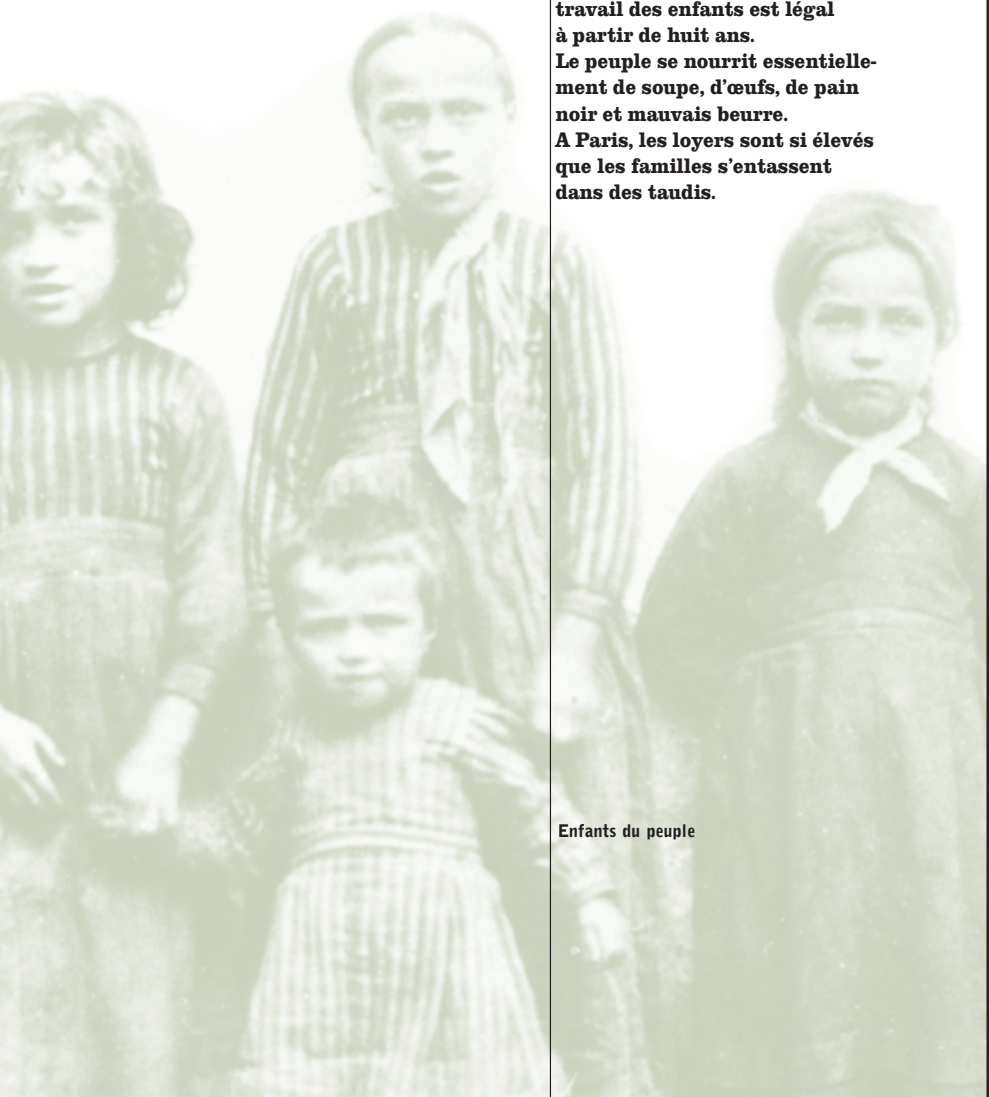
« Il y a en France 36 millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement »
Henri Rochefort, journaliste

UNE VIE DE MISÈRE

Les ouvriers travaillent du lundi au samedi entre treize heures et seize heures par jour. Avec leur salaire journalier, ils gagnent à peine de quoi assurer le minimum vital. Les femmes sont payées moitié moins que les hommes et le travail des enfants est légal à partir de huit ans. Le peuple se nourrit essentiellement de soupe, d'œufs, de pain noir et mauvais beurre. A Paris, les loyers sont si élevés que les familles s'entassent dans des taudis.



Les grèves se multiplient (ici au Creusot en janvier 1870). Mais elles durement réprimées par l'armée et la police impériales.



Enfants du peuple

LE PEUPLE DE PARIS EN 1870

Sous le second Empire, Paris compte environ 2 millions d'habitants. On y trouve des ouvriers, des artisans, des employés, des commerçants et des intellectuels, autant de catégories sociales qui se regrouperont dans le mouvement de la Commune.

En 1870, les travaux du préfet Haussmann ont transformé la géographie de Paris. Le territoire de la capitale a été agrandi pour intégrer des communes voisines et de grandes avenues ont été percées dans le centre. Cette mutation a entraîné une spéculation immobilière qui chasse une partie des classes populaires vers les arrondissements périphériques.

À l'époque, Paris est une grande ville ouvrière, mais malgré l'essor d'industries modernes comme la métallurgie, les petites entreprises de moins de cinq employés sont largement majoritaires. Entre artisans et prolétaires, la limite est donc floue. Tous les milieux socio-professionnels de la capitale, à l'exception de la très haute bourgeoisie, vont participer à la Commune. On y trouvera des ouvriers, des employés, des intellectuels, des artisans, des marchands de vin et toute la gamme de ces métiers divers qui font le peuple de Paris. Un peuple profondément républicain et patriote. Un peuple dressé contre l'Empire, son luxe, son immoralité.



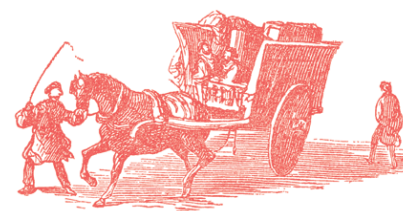
Bourgeois parisien.



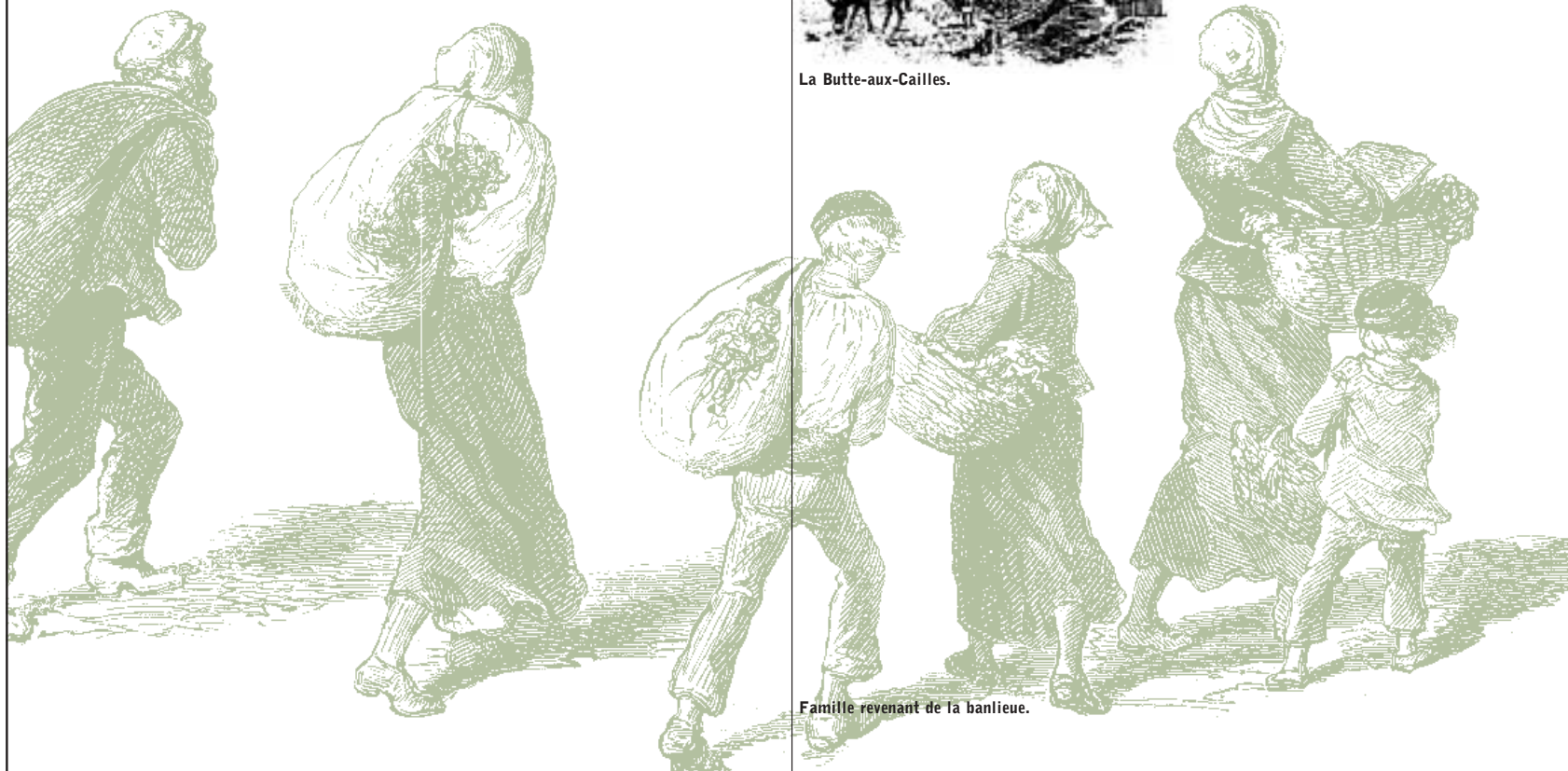
La Mode illustrée présente les modèles de 1871 pour femmes et enfants.



La rue de Rivoli à la fin des années 1860.



La Butte-aux-Cailles.



Famille revenant de la banlieue.

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

Fondée en 1864, notamment par le philosophe Karl Marx, l'Association Internationale des Travailleurs a accueilli dans ses rangs et inspiré les futurs acteurs de la Commune de Paris.

ADRESSE INAUGURALE DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE (EXTRAIT)

«C'est un fait remarquable que la misère des masses n'a pas diminué de 1848 à 1864, et pourtant cette période défie toute comparaison pour le développement de l'industrie et l'expansion du commerce. Les manufactures coopératives ont montré par des faits que la production sur une grande échelle pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés. L'expérience de cette période a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fut en principe, si utile qu'il se montrait dans l'application, le travail coopératif ne pourra jamais arrêter le développement du monopole ni affranchir les masses. La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière».

Karl Marx

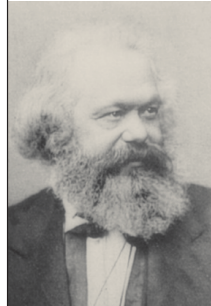
Le 28 septembre 1864, l'Association Internationale des Travailleurs est fondée à Londres. Ses statuts provisoires et son « Adresse inaugurale » sont partiellement rédigés par Karl Marx, théoricien de la lutte des classes. En France, l'Association Internationale des Travailleurs va fédérer deux mouvements ouvriers rivaux. D'un côté les proudhoniens qui prônent la mise en place d'un nouveau système économique, de l'autre les blanquistes qui donnent la priorité à la prise de pouvoir politique. À la fin du Second Empire, les idées de l'Internationale se propagent très rapidement dans la classe ouvrière et forment la conscience politique de futurs acteurs majeurs de la Commune de Paris, tels Eugène Varlin et Nathalie Le Mel.



Les participants au congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, à Bâle, en 1869



Premier siège du bureau parisien de l'Internationale au 44 rue des Gravilliers



KARL MARX (1818-1883)

Philosophe et économiste allemand, il est l'auteur du *Capital*, œuvre qui a posé les fondements du principe de la lutte des classes et de l'idéologie communiste. De Londres, où il dirige la première Internationale, il suit avec intérêt l'expérience de la Commune de Paris qu'il analysera dans *La Guerre civile en France*.



LOUIS-AUGUSTE BLANQUI (1805-1881)

Théoricien socialiste, il est emprisonné pendant trente-six ans, notamment pour avoir mené une insurrection contre le gouvernement de Louis-Philippe. Cette longue détention lui vaut le surnom de « L'Enfermé ». Incarcéré de nouveau en 1870 pour s'être opposé à la guerre contre les Prussiens, il ne peut participer physiquement à la Commune de Paris mais y contribue largement par ses idées.



PIERRE-JOSEPH PROUDHON (1809-1865)

Auteur de la célèbre formule « La propriété c'est le vol », il est le père du système mutualiste et l'un des inspirateurs du syndicalisme ouvrier. Opposé au principe de la lutte des classes et hostile à la grève en tant qu'outil de revendication, il pense que la clé du progrès social se trouve dans l'économie et non dans la politique.



LA GUERRE DE 70

ET LA CHUTE DU SECOND EMPIRE

En 1870, Napoléon III s'engage dans un conflit armé contre la Prusse. Sa défaite va provoquer en France une série d'événements politiques qui conduiront à la Commune.

Troupes bavaroises

En Alsace, à Wissembourg, le 4 août 1870, puis à Reischhoffen, le 6, deux des dernières défaites des troupes françaises.



En 1870, Napoléon III se trouve dans une situation délicate face à une opposition républicaine qui se durcit et une situation économique en pleine déliquescence. Comptant sur une victoire militaire pour consolider son régime, il déclare la guerre à la Prusse le 19 juillet.

Commandée par des généraux incompetents, l'armée française essuie une série de défaites face aux troupes de Bismarck. Le 2 septembre, elle capitule à Sedan où l'empereur est fait prisonnier. Deux jours plus tard, la République est proclamée. Victor Hugo, grand ennemi de Napoléon III, revient d'exil et reçoit un accueil triomphal à Paris, tandis qu'un gouvernement de Défense Nationale est constitué dans la hâte pour contrer les Prussiens qui marchent sur Paris. Le siège de la capitale commencera le 4 septembre.



*« Serrons-nous autour de la République. Nous vaincrons !
Que Paris puisse être violé, brisé, pris d'assaut, cela ne se peut pas.
Cela ne sera pas ! Jamais ! Jamais ! »* Victor Hugo

La République est proclamée le 4 septembre 1870. Le peuple et les gardes nationaux envahissent le corps législatif.



La mobilisation : scène d'adieu à Paris ... et à Munich



Les chansons fleurissent contre l'empereur :
« C'était un fameux capitaine
Qui t'nait avant tout à sa peau ! »



PARIS

ASSIÉGÉ
Le 4 septembre 1870, les Prussiens entament un long siège qui va rendre Paris exsangue. Le peuple de la capitale refuse de se rendre à l'ennemi, mais il se sent trahi par le gouvernement...



Sur les hauteurs du parc de Saint-Cloud, une batterie prussienne pointée vers la capitale.

Pendant de longs mois, Paris souffre cruellement du siège, mais nombre d'organismes politiques et militaires refusent catégoriquement de se rendre aux Prussiens. Très patriotes, les masses populaires sont également opposées à toute capitulation bien qu'elles soient les premières à subir les effets du blocus. À la tête du gouvernement se trouve le général Trochu, un conservateur dont Victor Hugo aime se moquer en disant qu'il est « le participe passé du verbe trop choir » !

Le 28 janvier 1871, Trochu décide de capituler et signe l'armistice avec les Prussiens. Une nouvelle Assemblée nationale, élue le 8 février, ratifie le traité de paix avant de s'exiler à Versailles. Par ce traité, la France abandonne l'Alsace et la Moselle à la Prusse et s'engage à lui verser une somme colossale.

De Versailles, le gouvernement nomme Adolphe Thiers chef de l'exécutif parisien, mais l'autorité de ce vieux politicien conservateur se heurte à l'influence émergente de deux organismes hostiles à la capitulation : le Comité central des vingt arrondissements de Paris et le Comité central de la Garde nationale.

LA VIE QUOTIDIENNE DU PEUPLE ASSIÉGÉ

Après plusieurs semaines de siège, les Parisiens n'ont plus de vivres. La population survit en mangeant des chevaux, des chiens, des chats... et des rats ! Malgré la situation tragique, les bouchers conservent leur sens de l'humour : sur leur étal garni de rongeurs, ils écrivent « Rat goût de mouton » ! Coupés du reste du pays par les troupes prussiennes, les Parisiens tentent d'entrer en contact avec la province en utilisant les moyens du bord : chiens messagers, pigeons voyageurs, bouteilles lancées dans la Seine... L'aérostier Nadar, grand ami de Jules Verne, aura l'idée géniale d'utiliser un ballon pour transporter des hommes et du courrier hors de la capitale. Le 20 octobre, c'est cette méthode qu'utilise Léon Gambetta lorsqu'il rallie la province pour organiser la résistance à l'ennemi.

Une boucherie très spéciale...



Dès 3 heures du matin, des queues se forment devant les boutiques d'alimentation.



Face à la disette, on abat même un des éléphants du jardin d'Acclimatation !



Pour se chauffer, la population décroche les volets des maisons et abat les arbres des rues de la capitale.



Plumes de pigeons messagers avec leur numéro d'ordre.



Le 19 septembre 1870, Jules Favre rencontre Bismarck à Ferrières.



Les banlieusards viennent se réfugier dans l'enceinte de la capitale.



DEUX TENTATIVES D'INSURRECTION

Le 31 octobre 1870, les gardes nationaux occupent l'Hôtel de Ville, mais l'insurrection tourne court. Une seconde révolte populaire avortera le 22 janvier 1871.



DEUX COMITÉS POUR SAUVER PARIS

Contestant l'autorité d'Adolphe Thiers, nommé chef de l'exécutif parisien par le gouvernement exilé à Versailles, le peuple de Paris refuse de se rendre aux Prussiens. Il est encadré par deux comités : le Comité central des vingt arrondissements de Paris et le Comité central de la Garde nationale.



LE COMITÉ CENTRAL DE LA GARDE NATIONALE

Fondée le 13 juillet 1799, la Garde nationale avait pour mission d'assurer le maintien de l'ordre dans Paris. Mise en sommeil sous le Second Empire, elle reprend du service en 1870 lors de la guerre contre les Prussiens. Après un recrutement populaire destiné à renforcer les effectifs, elle compte 300 000 gardes nationaux baptisés les « trente sous » en référence au montant de leur solde. Chaque arrondissement de Paris possède une légion composée de bataillons.

LE COMITÉ CENTRAL DES VINGT ARRONDISSEMENTS DE PARIS

Dès le 5 septembre 1870, dans chaque arrondissement, un comité de vigilance surveille l'action des maires et organise la défense et le ravitaillement. Par la suite, ces comités vont se regrouper dans un Comité central qui prend une double position, patriotique et révolutionnaire, dans un manifeste imprimé symboliquement sur du papier rouge. Baptisé « l'Affiche rouge », ce célèbre document annonce la Commune qui naîtra quelques mois plus tard.

Pendant le siège de Paris, les bataillons de la Garde nationale se trouvent souvent engagés dans des opérations aussi meurtrières qu'inutiles. Une stratégie délibérée de la part du gouvernement du général Trochu qui compte ainsi calmer l'ardeur patriotique et révolutionnaire des « trente sous ».



Gardes nationaux appelés « fédérés » dès la constitution de la Fédération de la Garde Nationale



Après Buzenval, la Seine charrie de nombreux cadavres

À Buzenval, le 19 janvier 1871, lorsque l'ordre est donné d'évacuer des points stratégiques repris à l'armée prussienne, les gardes comprennent qu'on les a bernés.

Et lorsque le gouvernement capitule, les légions de chaque arrondissement décident de coordonner leur action en créant un Comité central de la Garde nationale.



18 MARS

Lorsque Thiers, chef de l'exécutif, ordonne à l'armée de saisir des canons qui appartiennent à la Garde nationale, il met le feu aux poudres et provoque une insurrection populaire. La Commune est née.

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

17 mars 1871, dans la nuit.

Thiers et le général en chef Vinoy préparent l'attaque de Montmartre et de Belleville pour s'emparer de pièces d'artillerie.

2:00-3:00.

Deux brigades de 3 000 hommes, conduites par les généraux Paturel et Lecomte, sont engagées dans l'opération.

3:00-5:00.

Lecomte s'empare sans difficulté des canons parqués près de l'église Saint-Pierre de Montmartre.

6:00.

Les attelages prévus pour emporter les canons ne sont pas arrivés sur place. Alors que les soldats s'impatientent, la population et les gardes nationaux viennent discuter avec eux.

8:30.

Pour disperser la foule, Lecomte commande par trois fois le feu. Mais ses hommes refusent de tirer et fraternisent avec les gardes nationaux. Lecomte est arrêté et enfermé. Au Moulin de la Galette, Paturel est lui aussi désavoué par ses hommes.

13:00 environ.

Lecomte et ses officiers sont transférés rue des Rosiers sous les huées de la foule. Le général Thomas, auteur du massacre de juin 1848, les rejoint après son arrestation à Pigalle.

16:30.

Les généraux Lecomte et Thomas sont fusillés par des soldats de l'armée régulière. À Belleville, la reprise des canons a également échoué. Après avoir pris connaissance tardivement des événements, le Comité central de la Garde nationale prend le pouvoir laissé vacant par la fuite de Thiers.



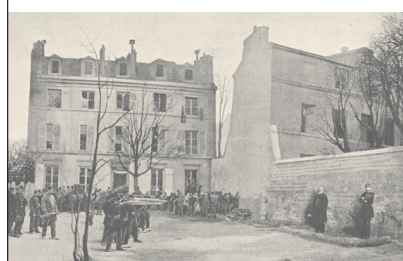
ADOLPHE THIERS (1797-1877)

Avocat et journaliste, Adolphe Thiers s'est d'abord illustré comme opposant à la monarchie en combattant le régime de Charles X avant de changer de bord en soutenant Louis-Philippe. Ministre de l'Intérieur en 1834, il réprime très violemment la fameuse révolte des canuts, ouvriers du textile lyonnais. À la même époque, il ordonne le massacre de la rue Transnonain lors d'une insurrection populaire à Paris. À la fin du règne de Louis-Philippe, Thiers rallie le camp des Républicains, ce qui lui vaut d'être banni lorsque Napoléon III s'empare du pouvoir. Avec l'avènement de la Commune, il trouve enfin l'occasion, à l'âge de 73 ans, de jouer un rôle à la hauteur de ses ambitions. Très riche, il est connu pour gagner en un mois ce qu'un ouvrier gagne en vingt-cinq ans ! Sous la Commune, sa superbe demeure parisienne est pillée et détruite par la population, mais l'État l'indemniserait très largement par la suite.

Pendant le siège de la capitale, une souscription avait été lancée auprès des Parisiens pour fabriquer des canons.

Le 17 mars 1871, Adolphe Thiers décide de s'emparer afin d'affaiblir la Garde nationale qui prône la résistance aux Prussiens. Le lendemain, une brigade commandée par le général Lecomte se rend à Montmartre où est entreposée une partie de l'arsenal. Mais la population s'interpose avant de fraterniser avec les soldats. Pour disperser la foule, Lecomte commande à ses hommes de tirer, mais la troupe refuse d'exécuter son ordre, à l'image du sergent Verdagner qui crie : « Crosses en l'air ! » Le général Lecomte sera fusillé par ses propres soldats en même temps que le général Thomas, commandant en chef de la Garde nationale dont l'action est jugée contraire aux intérêts du peuple.

Alors qu'Adolphe Thiers s'est enfui à Versailles, le Comité central de la Garde nationale s'installe à l'Hôtel de Ville et appelle les Parisiens à élire leur propre Assemblée : la Commune. Hostile à ce projet, une partie de la population défile dans la capitale pour exprimer son opposition, mais cette manifestation est dispersée sans ménagement par la Garde nationale. Le 26 mars, les beaux quartiers bouddent le scrutin, mais l'électorat populaire se rend en masse aux urnes pour élire ses représentants. Deux jours plus tard, la Commune est proclamée dans une véritable liesse. Le drapeau rouge flotte sur l'Hôtel de Ville.



Les soldats refusent de tirer sur la foule et exécutent les généraux Lecomte et Thomas.

« Aux Buttes Montmartre, le Général Vinoy se repliant en bon ordre... »



Les soldats de l'armée régulière fraternisent avec les fédérés et la population. Ils mettent la « crosse en l'air ».

1871

L'INSURRECTION



Montmartre, point de départ de l'insurrection.



Les canons parqués à Montmartre sur le champ des Polonais.



Une barricade, rue de Charonne.

UNE DATE HISTORIQUE

« Il me semble que le 18 mars 1871 est la plus grande date de l'Histoire de France depuis le 10 août 1792. C'est à la fois le triomphe de la République des travailleurs et l'inauguration de la Fédération communale. Les progrès intellectuels et moraux avaient été immenses puisqu'un changement de cette portée a pu s'opérer presque pacifiquement. »

Élisée Reclus

LA COMMUNE UNE DÉMOCRATIE AUTHENTIQUE

Avec la Commune apparaît une nouvelle conception de la démocratie qui encourage les citoyens à intervenir directement dans les affaires publiques.



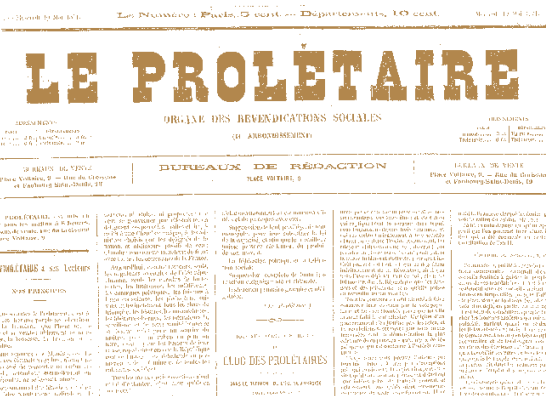
Sous la Commune, les élus exercent leur mandat sous la haute surveillance du peuple qui peut demander leur destitution.

« Les membres de l'Assemblée municipale, sans cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion, sont révocables, comptables et responsables » déclare le Comité central de la Garde nationale dans son appel du 22 mars.

L'action des dirigeants fait l'objet de débats dans des réunions publiques au sein des syndicats, des clubs ou autres comités de femmes. Et la presse est également un puissant contre-pouvoir, toujours à l'affût du moindre dérapage. Après le vote de l'interdiction du travail de nuit pour les ouvriers boulangers, ceux-ci se rendent à l'Hôtel de Ville pour remercier les élus. Le journal *Le Proletaire* critique leur démarche en ces termes : « Le peuple n'a pas à remercier ses mandataires d'avoir fait leur devoir. Car les délégués du peuple accomplissent un devoir et ne rendent pas des services ».



Un club réuni dans l'église Sainte-Eustache



Mais cette conception très ouverte de la démocratie a forcément des limites face à l'opposition des partisans de Thiers qui refusent à la Commune toute légitimité et souhaitent la voir écrasée dans le sang. A cette menace, les communards vont répondre par une attitude contraire à leurs principes : surveillance des opposants par la police, arrestation d'otages et censure de la presse.



L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE : LES CLUBS

Forme apparue et popularisée sous la Révolution, ressuscitée en 1848, les clubs fleurissent à Paris depuis le Siège. On y évoque souvent, quoiqu'en termes encore vagues, la nécessité de l'instauration d'une Commune de Paris. Ils se multiplient depuis le mois de mars, s'installent dans des églises à partir de la fin d'avril. Les femmes y venaient, nombreuses. L'entrée y est de un à cinq sous, pour payer les frais d'éclairage, et ces petites assemblées populaires, bruyantes, houleuses, entendent exercer un contrôle sur les actes de l'assemblée communale. « Les clubs furent les théâtres et les salons du peuple » (E. Lepelletier). On y fume et on y trinque, surtout si le club est installé dans une église. Mais s'y réalise « l'enseignement du peuple par le peuple ». Le club de la rue d'Arras met à son programme l'étude régulière de « Capital et Travail, moyens pratiques d'organisation »



FIGURES DE LA COMMUNE

Si la Commune est par essence un mouvement collectif, certains communards sont passés à la postérité, de par leur charisme, leur action ou leurs écrits.



EUGÈNE VARLIN (1839-1871)

Ouvrier relieur, il se lance dans le combat social et adhère à l'Internationale. Poursuivi par la police de Napoléon III, il s'exile en Belgique et revient en France lors de la chute du Second Empire pour commander un bataillon de la Garde nationale. Élu à la Commune, il s'occupe des questions de finances et de ravitaillement. Après s'être battu sur les barricades lors de la Semaine sanglante, il est arrêté et assassiné.



LOUISE MICHEL (1830-1905)

Institutrice, écrivain, franc-maçonne et militante anarchiste, elle milite dans l'opposition républicaine avant de participer activement à la Commune. Après la répression, elle sera déportée en Nouvelle-Calédonie. Elle a laissé une œuvre littéraire importante composée de discours, de poèmes et de romans, ainsi qu'un récit intitulé *La Commune, histoire et souvenirs*.



ELISABETH DMITRIEFF (1851-1918)

Issue de la noblesse russe, elle épouse les idées socialistes, quitte son pays, participe à la première Internationale. A Londres, elle rencontre Marx qui l'envoie à Paris. Pendant la Commune, elle anime l'Union des femmes pour la défense de Paris, organise les secours aux blessés et participe à des projets sur le travail des femmes. Lors de la Semaine sanglante, elle est blessée en combattant sur les barricades puis s'enfuit en Russie pour échapper à la répression.



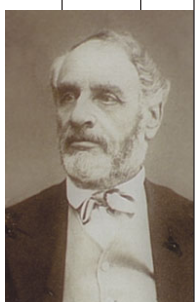
LÉO FRANKEL (1844-1896)

Né à Budapest, il est emprisonné à vingt ans pour ses idées socialistes puis s'exile à Londres où il se lie avec Karl Marx. Il s'installe ensuite à Lyon où il fonde une section de l'Internationale avant de participer à la Commune de Paris. Élu, il fait fonction de ministre du Travail. Blessé sur les barricades, il parvient à s'enfuir en Angleterre tandis que la justice versaillaise le condamne à mort par contumace.



EDOUARD VAILLANT (1840-1915)

Ingénieur, médecin et militant blanquiste, il est l'un des signataires de la fameuse «Affiche rouge». Membre du Comité central de la Garde nationale puis élu de la Commune, il s'intéresse particulièrement aux questions d'enseignement et de culture. Après la chute de la Commune, il s'enfuit en Angleterre dont il reviendra par la suite pour mener une brillante carrière politique dans les rangs socialistes.



CHARLES DELESCLUZE (1809-1871)

Journaliste républicain et socialiste, il combat la monarchie sous Louis-Philippe et Charles X puis le régime de Napoléon III, ce qui lui vaut d'être incarcéré à plusieurs reprises. Après la chute du Second Empire, il est élu député mais démissionne de l'Assemblée pour participer à la Commune dont il devient un élu. Il meurt sur les barricades lors de la Semaine sanglante.



**NATHALIE LE MEL
(1827-1921)**

Ouvrière relieuse, elle adhère à la première Internationale et fonde avec Eugène Varlin le restaurant coopératif « La Marmite ». Dirigeante de l'Union des femmes, elle s'occupe de questions sociales et fréquente beaucoup les clubs où ses talents d'oratrice sont remarquables. Pendant la Semaine sanglante, elle se bat sur les barricades avant d'être arrêtée et déportée en Nouvelle-Calédonie.



**JEAN-BAPTISTE
CLÉMENT (1837-1903)**

Poète du peuple et franc-maçon, il est l'auteur du *Temps des cerises*, chanson écrite avant la Commune mais qui en deviendra l'un des hymnes. Il a également signé de nombreuses chansons d'inspiration socialiste et collaboré au *Cri du peuple*, célèbre journal communal dirigé par Jules Vallès. Il a écrit *La Semaine sanglante*, autre chanson emblématique de la Commune, avant de s'enfuir en Angleterre.



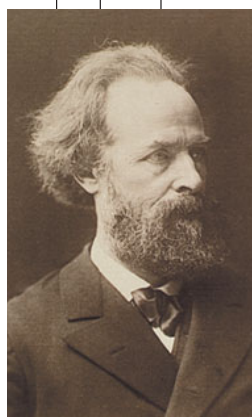
**ZÉPHIRIN CAMÉLINAT
(1840-1932)**

Ouvrier ciseleur, franc-maçon, il est l'un des fondateurs de la première Internationale en France. Sous la Commune, il est nommé directeur de l'Hôtel des monnaies et se bat sur les barricades. Après la défaite, il parvient à s'enfuir en Angleterre tandis que la justice versaillaise le condamne par contumace à la déportation.



**GUSTAVE COURBET
(1819-1877)**

Peintre novateur, il se heurte à l'académisme de l'époque en défendant une approche réaliste de l'art. Son combat le rapproche des milieux socialistes et notamment de Proudhon dont il devient l'ami. A la fin du Second Empire, il connaît le succès, mais refuse les honneurs et prend une part active dans la Commune où il milite pour un accès des couches populaires à la vie culturelle. Après la Commune, rendu responsable de la démolition de la Colonne Vendôme, il est condamné à payer la reconstruction de l'édifice et s'enfuit en Suisse.



**ELISÉE RECLUS
(1830-1905)**

Géographe et théoricien de l'anarchisme, il doit quitter la France en 1851 à cause de ses idées politiques. Après avoir parcouru le monde, il revient en France et adhère à la première Internationale. Puis il soutient la Commune en collaborant au *Cri du peuple*, le journal de Jules Vallès. Après la Semaine sanglante, il est condamné à la déportation en Nouvelle-Calédonie, mais sa peine est commuée en dix années de bannissement.

**JAROSLAV DOMBROWSKI
(1836 - 1871)**

Militaire d'origine polonaise, il combat le régime tsariste qui occupe à l'époque son pays. Condamné à la déportation en Sibérie, il parvient à s'évader et se réfugie en France à la fin du Second Empire. A Paris, il milite dans les mouvements républicains et se rallie à la Commune. Nommé commandant d'une légion de la Garde nationale, il affronte héroïquement l'armée versaillaise et meurt les armes à la main.



JULES VALLÈS (1832-1883)

Journaliste et écrivain, il récolte plusieurs condamnations sous le Second Empire pour ses idées révolutionnaires. Proche des groupes blanquistes, il fonde ensuite le journal *Le Cri du peuple* où il défend les thèses socialistes. Parallèlement, il est membre de la Garde nationale puis élu de la Commune où il s'occupe de l'Enseignement et de Relations extérieures. Réfugié à Londres après la Commune, il est condamné à mort par contumace. Dans *L'Insurgé*, son ouvrage le plus célèbre, il raconte avec passion l'aventure de la Commune.



**HYPPOLYTE PROSPER
OLIVIER LISSAGARAY
(1838-1901)**

Journaliste et intellectuel républicain, il combat farouchement le régime de Napoléon III, ce qui lui vaut plusieurs incarcérations. Avec ses journaux *L'Action* et *Le Tribun du peuple*, il apporte un soutien enthousiaste à l'action de la Commune. Blessé au combat, il réussit à s'exiler à Londres où il écrit *L'Histoire de la Commune de 1871* récit haletant sur la *Semaine sanglante*.



**ANDRÉ LÉO
(1832-1900)**

Écrivain, journaliste, elle émigre en Suisse pendant le Second Empire et revient en France pour participer à la Commune de Paris. Pendant le siège, elle est secrétaire de la Société de secours aux victimes de guerre, milite aux côtés de Louise Michel et rédige un appel vibrant aux ouvriers des campagnes. Après la Semaine sanglante, elle parvient à se réfugier en Suisse.

L'ŒUVRE SOCIALE DE LA COMMUNE

Soixante-douze jours au pouvoir :
trop peu de temps pour mettre en œuvre
une véritable politique sociale, mais assez
pour concrétiser quelques idées fortes.

Arrivée au pouvoir, la Commune s'emploie à mettre en pratique les thèses révolutionnaires du mouvement ouvrier. Ses premières mesures visent à soulager la misère des classes laborieuses :

- Abolition du travail de nuit des ouvriers boulangers.
- Interdiction des retenues sur salaires effectuées par les patrons à titre disciplinaire.
- Interdiction d'expulser les locataires insolvables.
- Réquisition des logements vacants.
- Création de bureaux d'embauches pour lutter contre le chômage.
- Pensions aux blessés de guerre, aux veuves et aux orphelins.

Très éphémère, la Commune, n'a pas eu le temps de mettre en œuvre une véritable politique économique et sociale. A cela se sont ajoutées des divergences idéologiques qui ont sans doute freiné l'action des communards.

Remise gratuite par la Commune
de tous les objets engagés au Mont-de-Piété



*« La révolution
du 18 mars
a été faite par
la classe ouvrière.
Si nous ne faisons
rien pour cette
classe, je ne vois
pas la raison d'être
de la Commune. »*
Léo Frankel

LA DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE

« L'émancipation des travailleurs par eux-mêmes », tel est l'aspiration du mouvement ouvrier qui porte la Commune au pouvoir. Un principe mis en pratique avec le décret du 16 avril 1871 qui prévoit la remise en marche par les ouvriers des ateliers désertés par les patrons, les transformant ainsi en coopératives ouvrières. A l'atelier de réparation d'armes du Louvre, où le patron est resté aux commandes, une expérience est tentée : un ouvrier, élu tous les quinze jours, participe au conseil de direction. Il est chargé de transmettre les réclamations de ses camarades et de les informer des décisions prises.



La terreur des propriétaires



Ouvriers en blouses de travail

COMMUNARDES !

Combattantes, oratrices, organisatrices, les femmes ont joué un rôle fondamental dans la Commune de Paris, démontrant avec courage et détermination la légitimité de leur volonté d'émancipation.

Amoréé lors de la Révolution Française, le mouvement pour l'émancipation des femmes connaît un nouvel essor dans le courant du XIXe siècle. Les communardes vont prouver la justesse de leurs revendications en participant activement au mouvement révolutionnaire à l'égal des hommes.

Dès le 18 mars 1870, elles sont sur le devant de la scène, à l'image de Louise Michel, lors du célèbre épisode des canons de Montmartre, qui exhorte les soldats de Thiers à pactiser avec le peuple. C'est à cette époque qu'est fondée l'Union des femmes, premier mouvement de masse féminin. Il est animé par Elisabeth Dmitrieff, révolutionnaire russe envoyée à Paris par Karl Marx, et Nathalie Le Mel, ouvrière relieuse engagée dans le syndicalisme.



Dans les clubs, où l'on échange des idées, les femmes n'hésitent pas à prendre la parole, notamment Paule Mink, journaliste d'origine polonaise qui brille par ses talents d'oratrice. André Léo, une autre journaliste, se signale par ses écrits dans le journal *La Sociale* où elle réclame le droit à l'école pour les filles. Sous l'impulsion de ces militantes, des mesures concrètes seront prises en faveur des femmes lors de la Commune.

Toutefois, si la Commune est un formidable terrain d'expression pour les femmes, leur émancipation est réprouvée par nombre de communards. Marqués par la mentalité de l'époque, ces hommes perçoivent comme une concurrence leur présence sur les lieux de travail et préfèrent les voir cantonnées à la fonction de reproduction. A titre d'exemple, le droit de vote pour les femmes ne sera jamais envisagé sérieusement pendant la Commune.



Oratrice dans un club



Types de femmes sous la Commune

Nombre de femmes anonymes participent au mouvement en organisant la résistance et la solidarité, et en se battant sur les barricades, telle Jeanne-Marie, glorifiée par un poème de Rimbaud, ou Louise, une infirmière à qui Jean-Baptiste Clément dédie sa chanson *Le Temps des cerises*.



Caricature versaillaise

De leur côté, les Versaillais s'emploient à dénigrer ces combattantes en forgeant dans leur propagande le mythe des « pétroleuses », furies assoiffées de sang.

QUELQUES MESURES EN FAVEUR DES FEMMES

- Participation des femmes aux Commissions municipales d'arrondissement.
- Lutte contre la prostitution, considérée comme une forme d'exploitation.
- Égalité des droits dans et hors mariage.
- Droit au divorce.
- Égalité des salaires à compétence égale.
- Création d'un enseignement professionnel pour les filles.



PATRIOTISME ET INTERNATIONALISME

Née d'un élan patriotique, face à l'invasion prussienne, la Commune n'en est pas moins un mouvement internationaliste qui accueille dans ses rangs nombre d'étrangers.

Les six frères Okolowitz, d'origine polonaise, jouèrent un rôle actif dans la Commune.



La Commune de Paris est très proche du mouvement international ouvrier qui s'est structuré en 1864 avec la création de la première Internationale. Mais elle est également animée par une ferveur patriotique, en réaction contre l'invasion prussienne et la ratification du traité de paix par l'Assemblée de Versailles.

Lors de l'insurrection, beaucoup d'étrangers combattent dans les rangs des communards, principalement des Belges et des Luxembourgeois, mais aussi des Italiens, des Hongrois, des Polonais et des Russes. Fait exceptionnel : certains se voient même confier des postes importants. Les Polonais **Dombrowski** et **Wroblewski** commandent ainsi des bataillons de la Garde nationale tandis que le Hongrois **Frankel** fait fonction de ministre du Travail. De son côté, la Russe **Elisabeth Dmitrieff** dirige l'Union des femmes pour la défense de Paris.

Deux chansons célèbres portent en elles la symbolique révolutionnaire et internationaliste de la Commune : *L'Internationale*, écrite par Eugène Pottier, et *Le Drapeau rouge*, écrite par Paul Brousse, un militant révolutionnaire proserit avant la Commune et réfugié en Suisse.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL DU 31 MARS 1871

« Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle. Considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyen aux étrangers qui la servent. Que cet usage existe depuis longtemps chez les nations voisines. Considérant que le titre de membre de la Commune étant une marque de confiance plus grande encore que le titre de citoyen, La Commune est d'avis que les étrangers peuvent être admis en son sein et vous propose l'admission du citoyen Frankel ».



LE DRAPEAU ROUGE

Chanson de Paul Brousse

Le voilà, le voilà, regardez !
Il flotte et fièrement il bouge,
Ses longs plis au combat préparés,
Osez, osez le défier,
Notre superbe drapeau rouge,
Rouge du sang de l'ouvrier.

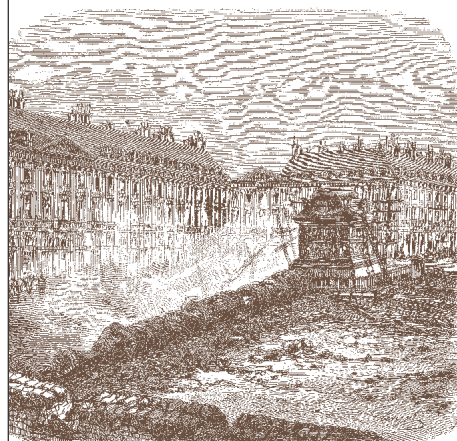
Mais, planté sur les barricades
Par les héros de Février,
Il devint pour les camarades,
Le drapeau du peuple ouvrier

Sous la Commune, il flotte encore
A la tête des bataillons.
Et chaque barricade arbore
Ses longs plis taillés en haillons.

Noble étendard du prolétaire,
Des opprimés soit l'éclaireur :
A tous les peuples de la terre
Porte la Paix et le Bonheur.

Refrain :

Les révoltés du Moyen ge
L'ont abordé sur maints beffrois.
Emblème éclatant du courage,
Toujours, il fit pâlir les rois.



A BAS LA COLONNE VENDÔME !

Edifiée pour glorifier la victoire de Napoléon à Austerlitz, la colonne Vendôme est perçue par les communards comme l'emblème d'un hégémonisme contraire à leurs idées internationalistes. « Ce monument est un symbole de force brutale et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française : la Fraternité » proclame un décret qui ordonne sa démolition. Elle sera sciée à sa base et abattue comme un vulgaire arbre !

ÉDUCATION POPULAIRE LAÏCITÉ CULTURE POUR TOUS

Animée par un sentiment anticléric, la Commune donne naissance au principe de l'école laïque. Elle œuvre aussi pour l'accès des couches populaires à l'instruction et à la culture.



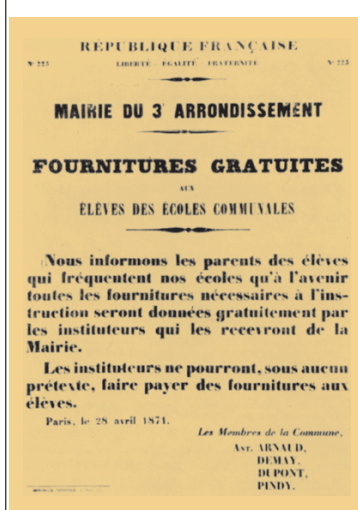
Alliée du pouvoir sous la monarchie et le Second Empire, la hiérarchie catholique en paye les conséquences sous la Commune. Sans remettre en question la liberté de culte, les révolutionnaires s'attaquent au clergé. Ils prennent en otages des ecclésiastiques, notamment l'archevêque Mgr Darboy qui est exécuté. Thiers avait refusé de l'échanger contre Louis-Auguste Blanqui, emprisonné en province.

Sous la Commune, les églises sont réquisitionnées pour abriter les clubs, et les écoles sont retirées au clergé pour devenir laïques. A cette réforme s'ajoute le principe d'un enseignement gratuit et obligatoire, y compris pour les filles, ainsi que la création d'écoles professionnelles. Démocratie oblige, dans plusieurs écoles des professeurs, des parents d'élèves et des membres de la Société pour l'Éducation nouvelle se réunissent souvent pour réfléchir ensemble sur les méthodes pédagogiques.

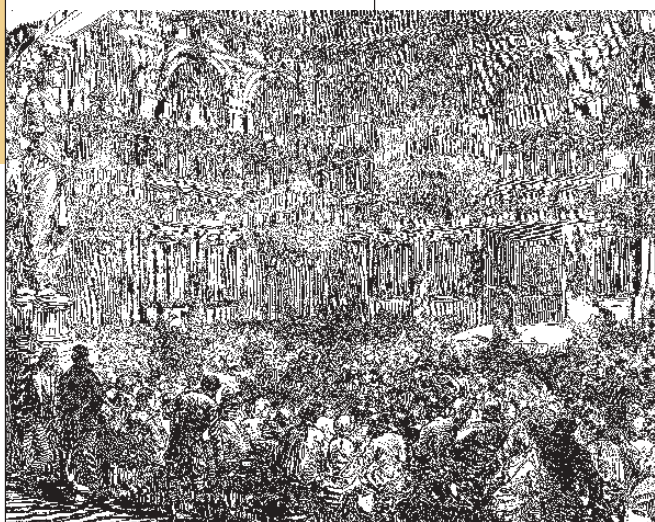
La Commune fait également figure de pionnière dans le domaine de la Culture en favorisant son accès au plus grand nombre. Elle instaure des cours publics où tout le monde peut venir s'instruire sur les arts et les sciences, ouvre à tous les bibliothèques, les théâtres et les musées, et organise des concerts gratuits aux Tuileries.

LES ARTISTES COMMUNARDS

Nombre d'artistes ont participé à la Commune, notamment les peintres **Corot, Manet, Millet** et **Daumier**, et surtout **Gustave Courbet**, nommé président de la Fédération des artistes de Paris. Dans cette fédération, figure également **Eugène Pottier**, dessinateur sur étoffes et auteur de *L'Internationale*. Prônant «le gouvernement des arts par les artistes», Courbet et ses amis en finissent avec la tutelle de l'État sur la création artistique.



Eugène Pottier
auteur de
«L'Internationale»



Gala aux Tuileries, au profit des veuves, des orphelins et des blessés. Dans ces concerts, Mme Agar, de la Comédie-Française, triomphe en chantant «La Marseillaise» et en récitant du Victor Hugo, ou encore Rosa Bordas qui clame : «C'est d'la canaille, eh bien, j'en suis».

L'ADMINISTRATION DE LA COMMUNE

Tout en remettant en route des services publics très dégradés par le siège de Paris, la Commune tente de les réformer. Dans ces deux tâches, ses élus font preuve d'une rigueur exemplaire.



Francis Jourde, comptable, est délégué aux Finances de la Commune

FINANCES

Délégué aux Finances, en compagnie d'**Eugène Varlin**, l'employé de banque **Francis Jourde** opte pour une attitude modérée dans ses rapports avec la Banque de France afin d'éviter une crise. Il place sa gestion sous le signe de la rigueur et de l'honnêteté.

SERVICES DES POSTES

Chargé de la direction des Postes, l'ouvrier ciseleur **Albert Theisz** remet en marche la levée et la distribution du courrier, stoppées après le départ du gouvernement à Versailles. Il imagine aussi d'ingénieux systèmes pour briser le blocus postal mis en place par les Versaillais et crée un conseil des Postes qui associe le personnel aux décisions.

MONNAIE

Directeur de l'Hôtel des Monnaies, l'ouvrier bijoutier **Zéphirin Camélinat** met en service la pièce de 5 Francs frappée de la formule « Travail, garantie nationale ». Il assure également la réimpression des timbres-poste, arrêtée depuis le départ du gouvernement à Versailles.



Pièce de 5 francs frappée sous la Commune

ASSISTANCE PUBLIQUE

Nommé directeur général de l'Assistance Publique, l'avoué **Camille Treillard** s'efforce d'humaniser et de démocratiser les hôpitaux malgré l'hostilité des médecins et du personnel religieux. Il parvient à éviter les épidémies malgré les séquelles du siège de Paris. Pendant la Semaine sanglante, il est fusillé par les troupes versaillaises. Le lendemain de son exécution, sa veuve remet au nouveau pouvoir la somme de 37440 F, reliquat de sa gestion.

JUSTICE

Délégué à la Justice, l'avocat **Eugène Protot** en assure le bon fonctionnement pendant la Commune, mais il n'aura pas le temps de mettre en place une réforme visant à la rendre gratuite et démocratique.

L'Hôtel de Ville sous la Commune



LA PROVINCE COMMUNARDE

Pendant la Commune de Paris, l'insurrection ne se limite pas à la capitale. La fièvre révolutionnaire agite la France entière et plusieurs villes proclament leur propre Commune.

Lyon et Marseille au secours de Paris



AUX TRAVAILLEURS DES CAMPAGNES

« Frère, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes. Ce que je demande, tu le veux aussi ; l'affranchissement que je réclame, c'est le tien. Si Paris tombe, le joug de misère restera sur votre cou et passera sur celui de vos enfants. Aidez-le donc à triompher et, quoi qu'il arrive, rappelez-vous bien de ces paroles, car il y aura des révolutions dans le monde jusqu'à ce qu'elles soient accomplies. La terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous ». André Léo



À Lyon, le 30 avril, la troupe intervient brutalement contre les insurgés



À Saint-Etienne

Malgré le blocus établi par Thiers et les Prussiens, les insurgés parisiens parviennent à communiquer avec la province sous l'impulsion du journaliste Paschal Grousset, délégué à la Commission des relations extérieures. Aux quatre coins de la France, le peuple va manifester sa solidarité avec les communards de la capitale et parfois les imiter. Partout, ces mouvements sont réprimés dans le sang, mais plusieurs villes parviennent quand même à proclamer leur propre Commune.

MARSEILLE

Dès le 8 août 1870, Marseille est le théâtre d'une insurrection populaire. Réprimé, le mouvement renaît le 1^{er} novembre avec la proclamation de la Commune de Marseille, quatre mois avant celle de Paris. Plusieurs réformes sont entreprises : impôts pour les riches, séparation de l'Église et de l'État, laïcité de l'école, démocratisation de la justice et de l'administration, liberté totale de la presse. Le 3 avril, l'armée envahit la ville, arrête 850 communards et procède à 250 exécutions.

LYON

Le 22 mars 1871, après plusieurs semaines d'agitation populaire, la Garde nationale proclame la Commune, mais faute d'une entente entre les ouvriers et la petite bourgeoisie, le drapeau rouge ne flottera que pendant deux jours sur l'Hôtel de Ville.

SAINT-ETIENNE

Le 22 mars 1871, un bras de fer oppose le préfet et la Garde nationale. Deux jours plus tard, la Commune est proclamée, mais aussitôt réprimée par le pouvoir local. Après la mort d'un ouvrier, le préfet est tué par les communards en représailles. Le 28 mars, l'armée envahit la ville et met fin à la Commune de Saint-Etienne.

LIMOGES

Le 23 mars 1871, la municipalité de Limoges envoie un message de félicitations aux communards parisiens et le peuple défile pour exprimer sa solidarité. Refusant de réprimer ces manifestations, les soldats livrent leurs armes aux ouvriers. La Commune est proclamée et la préfecture occupée, mais le mouvement s'effiloche et disparaît le 4 avril.

TOULOUSE

Dirigée par un maire radical, la ville refuse de fournir des bataillons de sa Garde nationale pour aider Thiers à réprimer les insurgés parisiens. La Commune de Toulouse est proclamée le 25 mars 1871, mais les révolutionnaires sont lâchés par les radicaux avant de subir une violente répression.

NARBONNE

Le 24 mars 1871, au cours d'une manifestation populaire, la foule s'empare de l'Hôtel de Ville. La Commune de Narbonne est proclamée et les « communalistes », comme ils se baptisent, fraternisent avec l'armée. Mais Thiers envoie des troupes de tirailleurs algériens qui brisent rapidement le mouvement.

LE CREUSOT

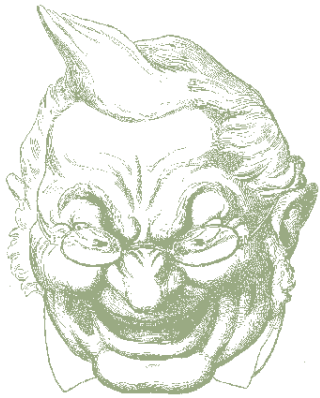
Militant de l'Internationale, le maire de la ville proclame la Commune le 26 mars 1871. Le préfet ordonne à l'armée de combattre la Garde nationale, mais les soldats refusent d'exécuter ses ordres. Le 28 mars, d'autres troupes viendront reprendre la ville.

LA SEMAINE SANGLANTE

UNE TUERIE PROGRAMMÉE

Du 21 au 28 mai 1871, Adolphe Thiers écrase impitoyablement la Commune. Une attitude qui se veut exemplaire pour décourager dans l'avenir d'autres soulèvements populaires.

« Le sol de Paris est inondé de sang et jonché de cadavres. Le spectacle est affreux, il servira de leçon. » Adolphe Thiers



Adolphe Thiers féroce­ment caricaturé.



Des exécutions sommaires au jardin du Luxembourg.



L'armée contrôle les mains de suspects pour détecter la présence de poudre à fusil.



On massacre dans les casernes. Ici, la caserne Lobau.



Une hécatombe au cimetière du Père-Lachaise.

Le 21 mai 1871, Adolphe Thiers fait entrer l'armée dans Paris pour en finir avec la Commune. Dans toutes les rues de la capitale, les Fédérés érigent des barricades pour stopper les troupes versaillaises commandées par le général Mac-Mahon. Mais leur infériorité numérique, la pauvreté de leur armement et leur coordination déficiente les rendent très vulnérables. En empruntant les grands axes, les Versaillais pourraient atteindre rapidement le centre de la capitale, mais Thiers préfère progresser lentement et de manière circulaire pour nettoyer la ville quartier par quartier, faisant allumer des incendies ravageurs qui s'ajoutent à ceux allumés par les Communards, soit pour des besoins militaires, soit pour manifester leur désespoir à l'encontre des bâtiments symboliques du pouvoir.

Du 21 au 28 mai, il faut sept jours aux Versaillais pour reconquérir Paris. S'ils prennent la moitié ouest de la capitale avec beaucoup de facilité, ils rencontrent à l'est une résistance populaire tenace. À partir du 24 mai, les combats y font rage, notamment place de la Bastille et place du Château d'Eau. Le 28 mai, les dernières barricades tombent dans le XI^e arrondissement, rue de la Fontaine-au-Roi, et à Belleville, rue Ramponeau.

Pendant toute la semaine, c'est la « curée froide », selon les termes de Louise Michel. Dès le 23 mai, une vingtaine de « cours prévôtales » militaires rendent des jugements sommaires. Les exécutions sauvages commencent dans les rues de Montmartre avant de gagner le reste de la ville. Des « abattoirs » sont mis en place au Luxembourg, au Châtelet, à l'École militaire, aux prisons Mazas et de la Roquette, au parc Monceau et dans les gares pour abattre des individus sur simple présomption de participation à l'insurrection.

Très difficile à estimer précisément, le bilan se situe entre 15 000 et 30 000 victimes chez les Communards.

De son côté, l'armée versaillaise déclare n'avoir perdu que 873 soldats. À ce nombre, il faut ajouter une petite centaine d'otages et d'espions, victimes de la fureur populaire.



SUR UNE BARRICADE

Poème de Victor Hugo

*Sur une barricade, au milieu des pavés
Souillés d'un sang coupable et d'un sang pur lavés.
Un enfant de douze ans est pris avec des hommes,
— Es-tu de ceux-là, toi ? — L'enfant dit : Nous en sommes.
— C'est bon, dit l'officier, on va te fusiller.
Attends ton tour. — L'enfant voit des éclairs briller,
Et tous ses compagnons tomber sous la muraille.
Il dit à l'officier : Permettez-vous que j'aie
Rapporter cette montre à ma mère chez nous ?
— Tu veux t'enfuir ? — Je vais revenir. — Ces voyous
Ont peur ! Où loges-tu ? — Là, près de la fontaine.
Et je vais revenir, monsieur le Capitaine.
— Va-t-en, drôle ! — L'enfant s'en va. — Piège grossier !
Et les soldats riaient avec leur officier,
Et les mourants mêlaient à ce rire leur râle ;
Mais le rire cessa, car soudain l'enfant pâle,
Brusquement reparu, fier comme Viala,
Vint s'adosser au mur et leur dit : Me voilà.*

La mort stupide eut honte et l'officier fit grâce.

« On a passé la nuit comme une sorte d'aurore sanglante. Le ciel était livide, comme cuivré par l'approche d'un terrible orage et traversé par des éclairs rouges qui l'éclairaient largement. Et la fusillade ne cessait pas. On se battait dans cette épouvante, sous ce ciel diabolique qui faisait rêver à toutes les horreurs d'un enfer dantesque. Non, jamais pareil cauchemar n'a secoué un peuple, l'imagination des poètes les plus sombres est pauvre à côté de cette réalité, de cette bataille enragée dans la lueur fauve des incendies. » Émile Zola, 25 mai 1871

Un macabre tableau de chasse des troupes versaillaises.

LA RÉPRESSION JUDICIAIRE

Traités en criminels par la justice des vainqueurs, les survivants de la Semaine sanglante ont été exécutés, incarcérés ou déportés, payant ainsi au prix fort leur ardeur révolutionnaire.

A partir du 21 mai 1871, les Versaillais font chaque jour des milliers de prisonniers. Si certains sont exécutés sommairement par la troupe, la plupart sont placés dans des centres de rétention sur la périphérie de Paris. Parallèlement, la police fait appel à la délation et reçoit environ 400 000 lettres de dénonciation. Plusieurs milliers de communards parviennent à fuir la capitale pour se cacher en province ou passer à l'étranger, mais les rangs des prisonniers ne cessent de grossir pour atteindre plus de 40 000 personnes.

Pendant quatre ans, 24 conseils de guerre vont juger ces détenus et distribuer selon les cas des condamnations à mort, des incarcérations et des déportations en Nouvelle-Calédonie.



Le 3^e conseil de guerre lit leurs condamnations aux élus de la Commune. Versailles, 2 septembre 1871.



Premiers convois de prisonniers arrivant à Versailles



La Virginie en route pour la Calédonie. Parmi les déportés, Louise Michel, auteur de ce dessin

BILAN DE LA REPRESSION

| | |
|------------------------|---------------------------------------|
| Exécutions sommaires : | entre 15 000 et 30 000 |
| Arrestations : | plus de 40 000 |
| Condamnations : | 13 230 hommes, 158 femmes, 62 enfants |
| Condamnations à mort : | 26 |
| Déportations : | près de 4 000 |

HOMMAGES AUX ACCUSÉS ANONYMES

« Que ne puis-je dresser le martyrologue des milliers qui défilèrent en lignes compactes, gardes, femmes, enfants, vieillards, ambulanciers, médecins, fonctionnaires de cette ville décimée ? C'est à vous, innommés, que je donnerais la première place, comme vous l'eûtes au travail, aux barricades obscures. Le vrai drame des conseils de guerre n'est pas dans ces séances d'apparat où accusés, tribunal et avocats composèrent leur figure devant le public, mais dans ces salles désertes qui virent seules le malheur en face d'un tribunal inexorable comme le chasspot. Combien des humbles défenseurs de la Commune tinrent la tête autrement fière que les chefs, et dont personne ne redira l'héroïsme ».

Lissagaray



Des enfants prisonniers attendant qu'on règle leur sort, à Versailles

SOLIDARITÉ ET AMNISTIES

Après la Commune, naît en France un élan de soutien aux insurgés victimes de la répression judiciaire. On lance des souscriptions pour adoucir la vie des déportés et on réclame leur amnistie.



Retour d'exilés



Vue de la presqu'île Ducos, en Nouvelle-Calédonie, lieu de déportation.

« Amnistie ! Amnistie ! Assez de sang ! Assez de victimes ! Qu'on fasse enfin grâce à la France ! » Victor Hugo

Dès la fin de la Commune, des sympathisants, principalement des femmes, organisent la solidarité avec les insurgés déportés. «Au nom de la paix publique», une pétition est lancée pour réclamer leur amnistie. Elle est rapidement relayée par des personnalités, notamment Victor Hugo. Parallèlement, des tombolas et des souscriptions visent à recueillir des fonds pour soulager la misère des condamnés et venir en aide à leur famille.

Une commission des grâces, «commission d'assassins !», comme avait jeté le député républicain du Doubs, Ordinaire, n'avait accordé au 20 décembre 1875 que 1891 grâces, qui n'amnistient pas, dont seulement 310 remises complètes de peine.

En 1875 et 1876, Naquet, Floquet, Raspail, Clemenceau et Lockroy, députés de la gauche radicale, déposent à l'Assemblée une proposition d'amnistie, mais leur démarche est rejetée, la majorité de leurs pairs la considérant comme une tentative de réhabiliter la Commune. Peu à peu, naît l'idée d'une distinction entre les insurgés qui sont «dignes de pardon» et les «révolutionnaires actifs», mais il faudra attendre février 1879 pour que soit votée une amnistie partielle. 3000 déportés sont autorisés à revenir de Nouvelle-Calédonie. L'année suivante, Gambetta et Freycinet décident d'effacer les dernières traces de la guerre civile en faisant voter l'amnistie plénière.



Lieu de réunion des proscrits à Londres



Retour des premiers déportés



Le retour de Louise Michel



Hutte de branchages servant aux déportés de la Commune en Nouvelle-Calédonie

MAIS L'IDÉE EST DEBOUT!

« Le cadavre est à terre, mais l'idée est debout ! » écrit Victor Hugo au terme de la Semaine sanglante. Plus d'un siècle après, la Commune est toujours vivante : des dizaines de mouvements politiques, syndicaux ou associatifs se réclament de son héritage.



Les derniers communards au banquet du 18 mars 1929.



Anniversaire de la mort des communards au Moulin de Saquet à Vitry, 1934.



Manifestation au Père-Lachaise, 1996.



Manifestation au Père-Lachaise, 1911.



Centenaire de la Commune, timbre polonais.



Le 24 mai 1936, le Front Populaire rend hommage à la Commune. Léon Blum est au centre (chapeau clair), Maurice Thorez à sa droite (tête nue), Marcel Cachin devant (chapeau mou noir).



Révolution russe, 1917.



Révolution hongroise, 1919.



Chine



Révolution allemande, novembre 1918.

Mouvement emblématique de la lutte contre l'oppression, la Commune de Paris a inspiré au cours de l'Histoire d'autres soulèvements célèbres comme les révolutions bolchevique et spartakiste, ainsi que les Communes de Carthagène, de Canton, de Hongrie et des Asturies. Pendant la Guerre d'Espagne, un bataillon des Brigades internationales a porté fièrement son nom.

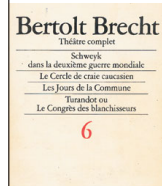
Au-delà des conflits armés, la Commune de Paris est devenue une référence essentielle pour tous les mouvements de revendication ouvrière et, d'une manière plus générale, les défenseurs de la justice, de la tolérance et de la liberté. En parallèle, elle continue cependant de souffrir d'une image réductrice, propagée par une tradition républicaine qui l'a longtemps accusée d'avoir divisé les Français face à l'ennemi. Malgré les récents hommages rendus par la Mairie de Paris ou la Présidence du Sénat, il reste beaucoup à faire pour que la Commune de Paris trouve la place qui lui revient dans l'Histoire de Paris et dans l'Histoire de France.

En 1999, l'Association des Amis de la Commune a demandé à vingt-deux partis, syndicats et organisations se réclamant de la Commune de Paris, ou la citant en référence, d'en expliquer les raisons. Leurs réponses ont été réunies dans un ouvrage intitulé « La Commune de Paris aujourd'hui ».

LES AMIS DE LA
Commune de Paris 1871



Six badges des Amis de la Commune de Paris.



Les Jours de la Commune de Brecht, 1949.



Exposition au Musée d'Orsay, 2000.



Film de Peter Watkins, 1999.



Compagnie Jolie Môme, 2000.

